



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 55.360/2
du 12 mars 2014

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
aux indemnités de procédure
visées à l'article 30/1 des lois
sur le Conseil d'État,
coordonnées le
12 janvier 1973'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 55.360/2
van 12 maart 2014

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
rechtsplegingvergoedingen
bedoeld in artikel 30/1 van de
gecoördineerde wetten op de
Raad van State van
12 januari 1973'

Le 12 février 2014, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif aux indemnités de procédure visées à l'article 30/1 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 mars 2014. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, conseiller d'État, président, Martine BAGUET et Luc DETROUX, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît JADOT, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 mars 2014.

*

Op 12 februari 2014 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de rechtsplegingvergoedingen bedoeld in artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 maart 2014. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, staatsraad, voorzitter, Martine BAGUET en Luc DETROUX, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 maart 2014.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Le projet d'arrêté tend tout particulièrement à donner exécution à l'article 30/1, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qui charge le Roi d'établir les montants de base, les montants minima et les montants maxima de l'indemnité de procédure que peut accorder la section du contentieux administratif.

La disposition législative précitée prévoit que le Roi fixe ces montants « en fonction notamment de la nature de l'affaire et de l'importance du litige ».

Le projet d'arrêté fixe le montant de base de l'indemnité de procédure à 700 euros, le montant minimum à 140 euros, et le montant maximum à 1.400 euros, ce dernier montant étant porté à 2.800 euros pour « les litiges relatifs à la réglementation sur les marchés publics ». En outre, il est prévu que ces montants peuvent être majorés d'un pourcentage que fixe le texte, dans des affaires dans lesquelles sont introduits, non seulement un recours en annulation, mais aussi une demande de suspension ou de mesures provisoires.

Ce faisant, le projet n'opère aucune distinction selon que la partie condamnée à payer l'indemnité de procédure est le requérant ou l'autorité publique auteur de l'acte attaqué.

Le rapport au Roi contient diverses explications sur ce point ¹.

Il ne fait pas apparaître dans ses considérations l'arrêt n° 96/2012 du 19 juillet 2012 de la Cour constitutionnelle qui, portant sur une affaire antérieure à l'insertion de l'article 30/1 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'État, a admis au regard des principes constitutionnels d'égalité et de non-discrimination la différence de traitement entre les parties qui obtiennent gain de cause devant le Conseil d'État.

Même si ces questions se posent en des termes différents dans le présent dossier, le rapport au Roi gagnerait à être complété sur ce point.

2. Il résulte des articles 6 et 7 que l'auteur du projet d'arrêté entend voir appliquer à la procédure en cassation devant le Conseil d'État les nouvelles règles relatives à l'indemnité de procédure que peut accorder la section du contentieux administratif.

L'attention est attirée sur le fait que, selon la Cour de cassation, le régime de l'indemnité de procédure prévue par l'article 1022 du Code judiciaire – régime dont s'inspire très

¹ Voir en particulier les explications figurant sous l'article 2.

largement l'article 30/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'État – ne s'applique pas aux procédures introduites devant elle.

La Cour de cassation s'en explique comme suit :

« La Cour, qui, aux termes de l'article 147, alinéa 2, de la Constitution, ne connaît pas du fond des affaires, statue sur les demandes en cassation des décisions rendues en dernier ressort qui lui sont déferées pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

L'article 1111 du Code judiciaire règle de manière complète et autonome le sort des dépens de la demande en cassation en tenant compte de la compétence limitée de la Cour et de l'objet spécial de cette demande, qui est distincte de la demande sur laquelle statue la décision attaquée.

Ces caractères propres du recours en cassation excluent que soit incluse dans ces dépens l'indemnité de procédure prévue à l'article 1022 du Code judiciaire, qui est liée à la nature et à l'importance du litige qui oppose les parties devant le juge du fond, et dont l'appréciation, dépendant de critères qui tiennent au fond de l'affaire, contraindrait la Cour à un examen échappant à son pouvoir »².

Les recours en cassation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État présentent des caractères analogues à ceux des recours introduits devant la Cour de cassation. Ainsi, l'article 14, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État prévoit que « la section statue par voie d'arrêts sur les recours en cassation formés contre les décisions contentieuses rendues en dernier ressort par les juridictions administratives pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité » et que, « [d]ans ce cas, elle ne connaît pas du fond des affaires ». Compte tenu de cet élément, il pourrait être soutenu, sur la base d'un raisonnement analogue à celui qui sous-tend la jurisprudence de la Cour de cassation qui vient d'être indiquée, que l'article 14, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État s'oppose à ce que le régime de l'indemnité de procédure prévue par l'article 30/1 des mêmes lois s'applique aux recours en cassation introduits devant la section du contentieux administratif. À suivre cette solution, les articles 6 et 7 du projet d'arrêté seraient contraires à l'article 14, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et devraient donc être omis.

Il est toutefois permis de penser que la jurisprudence précitée de la Cour de cassation ne peut être transposée aux recours en cassation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

Il importe en effet d'observer que la règle qui interdit à la section du contentieux administratif de connaître du fond des affaires lorsqu'elle statue sur un recours en cassation figure, non pas – comme tel est le cas pour la Cour de cassation – dans une disposition constitutionnelle, mais uniquement dans une disposition législative, et que l'article 30/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qui donne à la section du contentieux administratif la compétence d'accorder une indemnité de procédure, n'opère aucune distinction tenant à la nature du contentieux en cause. Aussi, si l'on considère que cette compétence implique, dans une

² Cass., 27 juin 2008, *Pas.*, 2008, p. 1763, avec les conclusions (contraires sur ce point) de l'avocat général Ph. DE KOSTER ; *J.T.*, 2008, p. 530, note J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK ; 11 septembre 2008, *J.T.*, 2008, p. 528. Lire aussi, à ce sujet, G. DE FOESTRAETS, « Répétibilité des frais et honoraires d'avocat dans l'instance de cassation », *J.T.*, 2009, pp. 2 à 7.

certaine mesure, que la section du contentieux administratif connaisse du fond des affaires, l'on peut défendre la thèse suivant laquelle l'article 30/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'État déroge, pour les besoins de son application, à la règle, exprimée à l'article 14, § 2, des mêmes lois, selon laquelle la section du contentieux administratif ne peut connaître du fond des affaires lorsqu'elle statue sur un recours en cassation.

En outre, l'argument que déduit la Cour de cassation du régime particulier des dépens des demandes en cassation que prévoit l'article 1111 du Code judiciaire ne peut être transposé aux recours en cassation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. En effet, les dépens des recours en cassation devant celle-ci ne font pas l'objet de règles présentant des caractéristiques spécifiques analogues à celles qui résultent de l'article 1111 du Code judiciaire³.

Sous réserve d'un développement de jurisprudence en sens contraire, il semble donc pouvoir être admis que l'arrêté en projet s'applique à la procédure en cassation devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le projet d'arrêté trouve son fondement légal non seulement dans l'article 30/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'État⁴ mais aussi dans l'article 30 des mêmes lois, ainsi que dans l'article 68, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 'relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités'.

Le préambule sera complété en conséquence.

2. Conformément à l'article 10 de l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'portant exécution du titre 2, chapitre 2, de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative', le préambule doit être complété par la mention de l'analyse d'impact qui a été réalisée sur la base de l'article 6 de cette loi.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 5°, il y a lieu de remplacer les mots « l'article 30/1 » par les mots « l'article 67 ».

³ Sur les dépens des recours en cassation devant la section du contentieux administratif, voir l'article 30, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et les articles 28 à 32 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État'.

⁴ Cette disposition a été insérée dans les lois coordonnées sur le Conseil d'État par la loi du 20 janvier 2014, et non pas, comme l'indique l'alinéa 1^{er} du préambule du projet, par la loi du 19 janvier 2014. Le préambule sera rectifié sur ce point.

Article 2

1. En ce qui concerne les « litiges relatifs à la réglementation sur les marchés publics », dont fait état l'article 67, § 1^{er}, alinéa 2, en projet, le rapport au Roi contient le commentaire suivant :

« Aisément identifiable, cette réglementation n'est pas pour autant expressément identifiée, sous peine de restreindre indûment la portée de la disposition concernée. Seuls les marchés publics au sens strict sont néanmoins concernés ».

On se demande quelle est la portée exacte de la précision suivant laquelle le texte en projet vise uniquement les marchés publics « au sens strict ».

Il appartiendra aux auteurs du projet d'arrêté d'explicitier leur intention.

2. L'article 67, § 2, en projet appelle les observations suivantes :

a) Le texte est rédigé en des termes qui laissent au Conseil d'État le pouvoir d'apprécier s'il y a lieu ou non de majorer l'un des montants indiqués dans l'article 67, § 1^{er}, en projet⁵. La déléguée du ministre a confirmé que telle était bien l'intention.

Ceci n'est pas conforme à l'article 30/1, § 1^{er}, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État. En effet, dans la mise en oeuvre de l'habilitation que lui donne cette disposition, le Roi n'a d'autre pouvoir que d'établir les montants de base, les montants minima et les montants maxima de l'indemnité de procédure. Les dispositions qu'il adopte à cette fin ne peuvent être formulées en des termes laissant à la section du contentieux administratif le pouvoir d'apprécier librement s'il y a lieu ou non de les appliquer⁶.

Le texte sera revu en conséquence.

b) L'alinéa 1^{er} est libellé en des termes qui laissent dans l'incertitude la détermination exacte des hypothèses qu'il vise.

Il résulte des explications de la déléguée du ministre que l'intention est de viser tous les cas dans lesquels un recours en annulation est précédé, accompagné ou suivi d'une demande de suspension ou de mesures provisoires⁷.

Le texte sera rédigé de la sorte.

3. L'article 67, § 3, en projet est inspiré de l'article 8 de l'arrêté royal du 26 octobre 2007 'fixant le tarif des indemnités de procédure visées à l'article 1022 du Code

⁵ Voir les mots « peut être majoré » et « peuvent être cumulés », qui figurent aux alinéas 1^{er} et 2, et le mot « notamment » à l'alinéa 3.

⁶ Ceci n'empêche bien entendu pas la section du contentieux administratif de faire usage, dans l'application de ces dispositions, du pouvoir d'appréciation que lui donne l'article 30/1 des lois coordonnées sur le Conseil d'État, aux conditions et dans les limites que prévoit cet article (voir ainsi, notamment, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, de l'article 30/1).

⁷ Les cas dans lesquels un recours en annulation est précédé d'une demande de suspension ou de mesures provisoires supposent que cette demande soit introduite sous le bénéfice de l'extrême urgence.

judiciaire et fixant la date d'entrée en vigueur des articles 1^{er} à 13 de la loi du 21 avril 2007 relative à la répétitivité des honoraires et des frais d'avocat'.

Dans l'avis 43.215/2, donné le 18 juin 2007 sur le projet devenu l'arrêté royal du 26 octobre 2007, la section de législation du Conseil d'État a fait l'observation suivante :

« Il serait utile de préciser le moment de l'indexation, par exemple le 1^{er} du mois qui suit celui où le seuil de 10 points a été atteint, et d'habiliter le ministre de la justice à fixer ce montant par un arrêté conformément à cette formule, lequel serait, dès lors, publié au Moniteur belge ».

L'article 67, § 3, en projet appelle une observation analogue.

Article 4

Dans le texte appelé à remplacer l'article 2 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 'déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'État', c'est sans doute par erreur qu'il n'est plus fait mention de l'article 85*bis* du règlement général de procédure.

Le texte sera adapté en conséquence.

Article 5

L'auteur du projet d'arrêté semble avoir perdu de vue que, dans sa version actuelle, l'article 3, § 7, de l'arrêté royal du 15 mai 2003 'portant règlement de la procédure accélérée en cas de recours auprès du Conseil d'État contre certaines décisions de l'Autorité des services et marchés financiers et de la Banque Nationale de Belgique' rend déjà applicable à cette procédure l'article 67 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'.

C'est donc uniquement l'article 84/1 qu'il convient d'ajouter dans la liste des dispositions de l'arrêté précité du Régent du 23 août 1948 qui sont rendues applicables à la procédure réglée par l'arrêté royal précité du 15 mai 2003.

Article 7

L'auteur du projet d'arrêté semble avoir perdu de vue que, dans sa version actuelle, l'article 32 de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 'déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'État' rend totalement applicables à cette procédure les articles 72 à 77 du règlement général de procédure.

Le texte sera revu en conséquence.

Article 8

L'auteur du projet d'arrêté semble avoir perdu de vue que, dans sa version actuelle, l'article 3, § 7, de l'arrêté royal du 12 octobre 2010 'portant exécution de l'article 68, alinéa 2, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités' rend déjà applicables à la procédure à laquelle se rapporte cet arrêté, non pas seulement les articles 62 à 66, mais les articles 62 à 77 de l'arrêté précité du Régent du 23 août 1948, en manière telle qu'est déjà visé l'article 67 de ce dernier arrêté.

C'est donc uniquement l'article 84/1 qu'il convient d'ajouter dans la liste des dispositions de l'arrêté précité du Régent du 23 août 1948 qui sont rendues applicables à la procédure réglée par l'arrêté royal du 12 octobre 2010.

Article 9

1. L'article 11 de la loi du 20 janvier 2014⁸ 'portant réforme de la compétence, de la procédure et de l'organisation du Conseil d'État' est entré en vigueur le 1^{er} mars 2014⁹.

Le 1^o de la disposition à l'examen est donc dépourvu de tout objet. En conséquence, il sera omis.

2. La date du 1^{er} mars 2014 est aujourd'hui dépassée.

Comme l'a confirmé la déléguée de la ministre, les auteurs de l'arrêté en projet n'ont pas l'intention que celui-ci produise ses effets rétroactivement.

La date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet sera modifiée en conséquence.

OBSERVATION LINGUISTIQUE

En néerlandais, le terme correct est « recht-s-plegingsvergoeding » et non « rechtsplegingvergoeding ». Cette correction doit être apportée dans l'ensemble du projet.

*

⁸ Et non pas la loi du 19 janvier 2014, comme l'indique erronément le projet d'arrêté.

⁹ Ceci conformément à l'article 39 de cette loi.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerpbesluit strekt er in het bijzonder toe uitvoering te geven aan artikel 30/1, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat de Koning ermee belast de basisbedragen en de minimale en maximale bedragen van de rechtsplegingsvergoeding die de afdeling Bestuursrechtspraak kan toekennen, vast te stellen.

Luidens de voornoemde wetsbepaling stelt de Koning die bedragen vast “afhankelijk van onder meer de aard van de zaak en het belang van het geschil”.

In het ontwerpbesluit wordt bepaald dat het basisbedrag van de rechtsplegingsvergoeding 700 euro bedraagt, het minimumbedrag 140 euro en het maximumbedrag 1.400 euro. Dat laatste bedrag wordt opgetrokken tot 2.800 euro voor “de geschillen betreffende de regelgeving inzake de overheidsopdrachten”. Bovendien wordt bepaald dat die bedragen verhoogd kunnen worden met een percentage dat in het ontwerp wordt vastgesteld, in zaken waarin niet alleen een beroep tot nietigverklaring, maar ook een vordering tot schorsing of tot het bevelen van voorlopige maatregelen is ingesteld.

Daarbij maakt het ontwerp geen onderscheid naargelang de partij die veroordeeld wordt tot het betalen van de rechtsplegingsvergoeding de verzoeker is dan wel de openbare overheid die de bestreden handeling heeft uitgevaardigd.

In het verslag aan de Koning worden daarvoor verschillende verklaringen gegeven.¹

Er wordt daarbij echter niet verwezen naar arrest nr. 96/2012 van 19 juli 2012 van het Grondwettelijk Hof dat betrekking heeft op een zaak die dateert van voor de invoering van artikel 30/1 in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en waarin ten aanzien van de grondwettelijke beginselen van gelijkheid en non-discriminatie het verschil in behandeling van de partijen die hun gelijk halen vóór de Raad van State, aanvaard is.

Ook al dienen die vraagstukken zich anders aan in het voorliggende dossier, het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning op dat punt aan te vullen.

¹ Zie meer bepaald de uitleg bij artikel 2.

2. Uit de artikelen 6 en 7 blijkt dat het de bedoeling is van de steller van het ontwerpbesluit dat de nieuwe regels betreffende de rechtsplegingsvergoeding die de afdeling Bestuursrechtspraak kan toekennen, ook gelden voor de cassatieprocedure bij de Raad van State.

De aandacht wordt erop gevestigd dat de regeling inzake de rechtsplegingsvergoeding vervat in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek – een regeling waarop artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State sterk gebaseerd is – volgens het Hof van Cassatie niet van toepassing is op de procedures die bij dat Hof aanhangig worden gemaakt.

Het Hof van Cassatie geeft daarvoor de volgende uitleg:

“Het Hof dat, naar luid van artikel 147, tweede lid, van de Grondwet niet in de beoordeling van de zaken zelf treedt, doet uitspraak over de vorderingen tot vernietiging van de in laatste aanleg gewezen beslissingen die aan het Hof worden voorgelegd wegens schending van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven rechtsvormen.

Artikel 1111 van het Gerechtelijk Wetboek bevat een volledige en aparte regeling van de kosten van de vordering tot vernietiging met inachtneming van de beperkte bevoegdheid van het Hof en het speciale voorwerp van deze vordering, die losstaat van de vordering waarover de bestreden beslissing uitspraak doet.

Die kenmerken welke eigen zijn aan het cassatieberoep sluiten uit dat de in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde rechtsplegingsvergoeding in die kosten zou worden begrepen, daar die vergoeding verband houdt met de aard en de omvang van het door de partijen aan de feitenrechter voorgelegde geschil en de begroting ervan die afhangt van criteria welke verband houden met de zaak zelf, het Hof zou nopen tot een onderzoek waarvoor het niet bevoegd is.”²

De cassatieberoepen vóór de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State vertonen soortgelijke kenmerken als die van de beroepen ingesteld bij het Hof van Cassatie. Zo bijvoorbeeld bepaalt artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dat “de afdeling (...) uitspraak [doet], bij wijze van arresten, over de cassatieberoepen ingesteld tegen de door de administratieve rechtscolleges in laatste aanleg gewezen beslissingen in betwiste zaken wegens overtreding van de wet of wegens schending van substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen” en dat “[z]ij (...) daarbij niet in de beoordeling van de zaken zelf [treedt]. Daarmee rekening houdend kan, op basis van eenzelfde redenering als die welke ten grondslag ligt aan de zonet aangehaalde rechtspraak van het Hof van Cassatie, worden gesteld dat artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State eraan in de weg staat dat de regeling inzake de rechtsplegingsvergoeding waarin artikel 30/1 van dezelfde wetten voorziet, van toepassing is op de cassatieberoepen ingesteld bij de afdeling Bestuursrechtspraak. Volgens die logica zijn de artikelen 6 en 7 van het ontwerpbesluit in strijd met artikel 14, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en moeten ze dus vervallen.

² Cass. 27 juni 2008, AR C.05.0328.F en *Pas.* 2008, 1763, met de (op dit punt andersluidende) conclusie van advocaat-generaal Ph. DE KOSTER; *JT* 2008, 530, noot J.-Fr. VAN DROOGHENBROECK; 11 september 2008, AR C.08.0088.F. Zie ook in dat verband G. DE FOESTRAETS, “Répétibilité des frais et honoraires d’avocat dans l’instance de cassation”, *JT* 2009, 2 tot 7.

Er kan evenwel van uitgegaan worden dat de voornoemde rechtspraak van het Hof van Cassatie niet getransponeerd kan worden naar de cassatieberoepen bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Er moet immers op gewezen worden dat de regel die de afdeling Bestuursrechtspraak verbiedt in de beoordeling van de zaken zelf te treden wanneer ze uitspraak doet op cassatieberoep niet in een grondwettelijke bepaling vervat ligt – zoals dat wel het geval is voor het Hof van Cassatie -, maar slechts in een wetsbepaling, en dat artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, dat de afdeling Bestuursrechtspraak de bevoegdheid verleent om een rechtsplegingsvergoeding toe te kennen, geen onderscheid maakt naargelang van de soort geschillenberechting. Indien er dan ook van uitgegaan wordt dat die bevoegdheid in zekere mate inhoudt dat de afdeling Bestuursrechtspraak in de beoordeling van de zaak zelf treedt, kan de stelling worden verdedigd dat artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ten behoeve van de toepassing van dat artikel zelf, afwijkt van de regel van artikel 14, § 2, van dezelfde wetten, luidens welke de afdeling Bestuursrechtspraak niet in de beoordeling van de zaken zelf mag treden wanneer ze uitspraak doet op cassatieberoep.

Bovendien gaat het argument dat het Hof van Cassatie ontleent aan de bijzondere regeling inzake de kosten van cassatievorderingen waarin artikel 1111 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, niet op voor de cassatieberoepen bij de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State. De kosten van de cassatieberoepen bij de Raad worden immers niet geregeld in bepalingen met specifieke kenmerken die vergelijkbaar zijn met die van artikel 1111 van het Gerechtelijk Wetboek.³

Tenzij de rechtspraak in een andere zin zou evolueren, lijkt dus te kunnen worden aanvaard dat het ontworpen besluit ook geldt voor de cassatieprocedure vóór de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

1. Het ontwerpbesluit ontleent zijn rechtsgrond niet alleen aan artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State⁴, maar ook aan artikel 30 van dezelfde wetten, en aan artikel 68, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1990 ‘betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen’.

De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

³ Zie, wat betreft de kosten voor de cassatieberoepen bij de afdeling Bestuursrechtspraak, artikel 30, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en de artikelen 28 tot 32 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 ‘tot vaststelling van de cassatieprocedure bij de Raad van State’.

⁴ Deze bepaling is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State bij de wet van 20 januari 2014, en niet, zoals vermeld wordt in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, bij de wet van 19 januari 2014. De aanhef moet op dat punt worden gecorrigeerd.

2. Overeenkomstig artikel 10 van het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘houdende uitvoering van titel 2, hoofdstuk 2 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging’ moet de aanhef aangevuld worden met de vermelding van de impactanalyse die verricht is op basis van artikel 6 van die wet.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de bepaling onder 5° moeten de woorden “artikel 30/1” vervangen worden door de woorden “artikel 67”.

Artikel 2

1. Wat betreft de “geschillen betreffende de regelgeving inzake de overheidsopdrachten”, waarvan sprake in het ontworpen artikel 67, § 1, tweede lid, bevat het verslag aan de Koning de volgende commentaar:

“Deze reglementering, die gemakkelijk afgebakend kan worden, wordt niet als dusdanig expliciet geïdentificeerd om de reikwijdte van de desbetreffende bepaling niet onrechtmatig te beperken. Het gaat echter enkel om de overheidsopdrachten in strikte zin.”

De vraag rijst wat precies de strekking is van de precisering dat de ontworpen regeling enkel betrekking heeft op overheidsopdrachten “in strikte zin”.

De stellers van het ontwerpbesluit moeten duidelijk weergeven wat hun bedoeling is.

2. Het ontworpen artikel 67, § 2, geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen:

a) De tekst is zo gesteld dat de Raad van State de bevoegdheid gelaten wordt te beoordelen of één van de bedragen genoemd in het ontworpen artikel 67, § 1, al dan niet verhoogd moet worden.⁵ De gemachtigde van de minister heeft bevestigd dat dat inderdaad de bedoeling was.

Dat strookt niet met artikel 30/1, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State. Bij de tenuitvoerlegging van de machtiging die bij die bepaling aan de Koning wordt verleend, is de Koning immers enkel bevoegd om de basisbedragen, de minimumbedragen en de maximumbedragen van de rechtsplegingsvergoeding vast te stellen. De bepalingen die hij

⁵ Zie de woorden “mag verhoogd worden” en “kunnen gecumuleerd worden” in het eerste en het tweede lid, en het woord “met name” in het derde lid.

daartoe uitvaardigt, mogen niet zo worden geformuleerd dat ze de afdeling Bestuursrechtspraak de bevoegdheid laten om vrij te oordelen of ze al dan niet moeten worden toegepast.⁶

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

b) Zoals het eerste lid is gesteld, laat het onzekerheid bestaan omtrent de vraag welke gevallen juist worden bedoeld.

Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat het de bedoeling is dat het slaat op alle gevallen waarin een beroep tot nietigverklaring voorafgegaan wordt door, samengaat met, of gevolgd wordt door een vordering tot schorsing of een vordering tot het bevelen van voorlopige maatregelen.⁷

Het ontwerp moet in die zin worden gesteld.

3. Het ontworpen artikel 67, § 3, is gebaseerd op artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 oktober 2007 ‘tot vaststelling van het tarief van de rechtsplegingsvergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek en tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van de artikelen 1 tot 13 van de wet van 21 april 2007 betreffende de verhaalbaarheid van de erelonen en de kosten verbonden aan de bijstand van de advocaat’.

In advies 43.215/2, op 18 juni 2007 verstrekt over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 26 oktober 2007 is geworden, heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt:

“Het zou nuttig zijn het tijdstip van de indexering te preciseren, bijvoorbeeld de eerste dag van de maand volgend op die waarop de drempel van 10 punten is bereikt, en de Minister van Justitie te machtigen dat bedrag volgens die formule vast te stellen bij een besluit dat derhalve in het Belgisch Staatsblad zal worden bekendgemaakt.”

Het ontworpen artikel 67, § 3, geeft aanleiding tot een soortgelijke opmerking.

Artikel 4

In de bepaling die bedoeld is om artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 ‘tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State’ te vervangen, wordt artikel 85*bis* van de algemene procedureregeling wellicht per vergissing niet meer vermeld.

De tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

⁶ Dat neemt uiteraard niet weg dat de afdeling Bestuursrechtspraak bij de toepassing van die bepalingen gebruik kan maken van de beoordelingsbevoegdheid die hieraan bij artikel 30/1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State wordt verleend, onder de voorwaarden en binnen de perken vastgelegd in dat artikel (zie bijvoorbeeld inzonderheid paragraaf 2, eerste lid, van artikel 30/1).

⁷ De gevallen waarin een beroep tot nietigverklaring voorafgegaan wordt door een vordering tot schorsing of het bevelen van voorlopige maatregelen onderstellen dat die vordering ingesteld wordt onder aanvoering van de uiterst dringende noodzakelijkheid.

Artikel 5

De steller van het ontwerpbesluit heeft blijkbaar over het hoofd gezien dat artikel 3, § 7, van het koninklijk besluit van 15 mei 2003 ‘tot regeling van de versnelde procedure in geval van beroep bij de Raad van State tegen sommige beslissingen van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten en de Nationale Bank van België’, in zijn huidige versie artikel 67 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 ‘tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State’ reeds van toepassing verklaart op die procedure.

Enkel artikel 84/1 dient dus nog te worden toegevoegd aan de lijst met bepalingen van het voornoemde besluit van de Regent van 23 augustus 1948 die van toepassing worden verklaard op de procedure geregeld bij het voornoemde koninklijk besluit van 15 mei 2003.

Artikel 7

De steller van het ontwerpbesluit heeft blijkbaar over het hoofd gezien dat artikel 32 van het koninklijk besluit van 30 november 2006 ‘tot vaststelling van de cassatie-procedure bij de Raad van State’ in zijn huidige versie de artikelen 72 tot 77 van de algemene procedureregeling volledig van toepassing verklaart op die procedure.

Het artikel moet dienovereenkomstig worden herzien.

Artikel 8

De steller van het ontwerpbesluit heeft blijkbaar over het hoofd gezien dat artikel 3, § 7, van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 ‘tot uitvoering van artikel 68, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen’ in zijn huidige versie niet alleen de artikelen 62 tot 66, maar de artikelen 62 tot 77 van het voornoemde besluit van de Regent van 23 augustus 1948 reeds van toepassing verklaart op de rechtspleging geregeld in het koninklijk besluit van 12 oktober 2010, zodat artikel 67 van het besluit van de Regent reeds wordt vermeld.

Bijgevolg dient enkel nog artikel 84/1 toegevoegd te worden aan de lijst met bepalingen van het voornoemde besluit van de Regent van 23 augustus 1948 die van toepassing worden verklaard op de procedure geregeld bij het koninklijk besluit van 12 oktober 2010.

Artikel 9

1. Artikel 11 van de wet van 20 januari 2014⁸ ‘houdende hervorming van de bevoegdheid, de procedureregeling en de organisatie van de Raad van State’ is in werking getreden op 1 maart 2014.⁹

⁸ En niet de wet van 19 januari 2014, zoals verkeerd in het ontwerpbesluit staat.

Onderdeel 1° van de voorliggende bepaling is dus volstrekt doelloos. Het moet bijgevolg vervallen.

2. 1 maart 2014 is thans voorbij.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft bevestigd, is het niet de bedoeling van de stellers van het ontworpen besluit dat het besluit terugwerkt.

De datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit moet bijgevolg worden gewijzigd.

Taalkundige opmerking

De correcte term in het Nederlands is “recht-s-plegingsvergoeding” met tussen-s, en niet “rechtsplegingvergoeding”. De term behoort in het hele ontwerp te worden aangepast.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

⁹ Overeenkomstig artikel 39 van die wet.